

# Programme PASPOR

Programme d'Appui et d'échange à la Structuration, au plaidoyer et à la professionnalisation des Producteurs agricoles familiaux Organisés en RDC

(OS 5 - Agriculture et Environnement)

Plateforme d'Échange et de Capitalisation sur  
l'Agroécologie, la gestion intégrée des territoires et  
des systèmes agricoles au Kongo Central



# Plateforme d'Échange et de Capitalisation sur l'Agroécologie, la gestion intégrée des territoires et des systèmes agricoles au Kongo-central

## Rapport final

### Rédaction :

- Jeancy DIYAZOLA : Chargé d'appui aux études systémiques et de caractérisation (ULB-Coopération)
- Camille DESCHAMPS : Stagiaire (ULB-Coopération)

### Sous la supervision de :

- Florian DELESPESE : Chargé de projets (ULB-Coopération)
- Ernest MUANDA : Assistant Technique (ULB-Coopération)



## TABLES DES MATIÈRES

<b>A</b>	<b>INTRODUCTION</b>	<b>3</b>
A.1	OBJECTIFS ET THEMATIQUES	3
A.2	OBJECTIFS SPECIFIQUES DE LA PLATEFORME	3
A.3	THEMATIQUES ABORDEES	3
<b>B</b>	<b>MÉTHODOLOGIE</b>	<b>4</b>
B.1	METHODE D'ANIMATION ET DEROULEMENT DES PANELS	4
B.1.1	<i>Première journée</i>	4
B.1.2	<i>Deuxième journée</i>	5
B.1.3	<i>Troisième journée</i>	5
B.2	RECOMMANDATIONS	5
<b>C</b>	<b>RÉSUMÉ DES INTERVENTIONS</b>	<b>6</b>
C.1	PRESENTATIONS PORTANT SUR LE VOLET TECHNIQUE	6
C.1.1	<i>Questions et remarques issues des discussions</i>	7
C.1.2	<i>À retenir sur le volet technique</i>	8
C.2	PRESENTATIONS PORTANT SUR LE VOLET SOCIO-ECONOMIQUE	8
C.2.1	<i>Intégration des jeunes dans l'agriculture et l'agro-écologie</i>	8
C.2.2	<i>Sécurisation foncière</i>	10
C.3	PRESENTATIONS PORTANT SUR LE VOLET METHODOLOGIQUE	10
C.3.1	<i>Questions et remarques issues des discussions</i>	10
C.3.2	<i>À retenir du volet méthodologique</i>	11
<b>D</b>	<b>CONCLUSION</b>	<b>12</b>
<b>E</b>	<b>ANNEXES</b>	<b>12</b>
E.1	AGENDA DES PRESENTATIONS	12
E.2	Liste des participants et coordonnées	13
E.3	OUTIL TAPE	13
E.4	RESULTATS DU WORLD CAFE SUR L'INTEGRATION DES JEUNES	14

## A INTRODUCTION

Le présent rapport porte sur la **Plateforme d'Échange et de Capitalisation sur l'Agroécologie, la gestion intégrée des territoires et des systèmes agricoles au Kongo Central** qui s'est tenue à Mbanza-Ngungu (centre Kola) du 9 au 11 novembre 2021. Cet atelier est issu d'une collaboration entre trois ONG travaillant au Kongo Central (RDC) sur l'implantation de l'agroécologie. L'équipe du projet agro-environnemental de l'ULB-C° s'est associée avec SOS Faim et Caritas Internationale, trois ONG membres de l'alliance AgriCongo. Une septantaine de participant.es, dont certains provenant des structures partenaires (INERA – Luki, INERA – Kinzau, ERAIFT, BDD CCDS de Kisantu, BDD CCDS de Kinshasa, BDD CCDS de Boma, BDD CCDS de Matadi, COAPMA, WWF – RDC) et de la société civile (FOPAKO, CCPN, ACODED Boma, CONAPAC) ont pris part à cet atelier.

Ce rapport relate les objectifs attendus ainsi que les thématiques qui ont été abordées pendant ces trois jours. L'organisation de la plateforme ainsi que la méthodologie utilisée y sont décrites. La capitalisation et la détermination de questions de recherche étant l'objectif même de cette plateforme, les résultats découlant des discussions et des interventions sont résumés dans le présent document.

### A.1 OBJECTIFS ET THÉMATIQUES

L'objectif de la plateforme était de partager les expériences autour des problématiques agroenvironnementales, par la rencontre des acteurs du développement, des producteurs ainsi que des productrices et chercheurs et de chercheuses, travaillant en majorité au Kongo Central.

Les présentations, les séances de questions-réponses ainsi que les débats ont permis de faire émerger des questions de recherche et des questions de capitalisation.

Au cours de la plateforme, les présentations se sont alternées avec des séances plénières et une visite de terrain a également eu lieu. Les différentes méthodes de participations collectives mises en place, seront décrites dans l'onglet méthodologique.

### A.2 OBJECTIFS SPÉCIFIQUES DE LA PLATEFORME

- I. Élaborer de façon approfondie certaines questions de capitalisation et renforcer les connaissances des membres et de leurs partenaires sur ces sujets.
- II. Identifier les besoins en expertises complémentaires à développer (expertises techniques, élaboration et évaluation d'outils, renforcement des capacités...).
- III. Identifier les zones de collaborations potentielles entre les différentes organisations présentes.
- IV. Identifier les questions de recherche découlant des interventions et approches mises en place et qui peuvent faire l'objet du programme EMPRISE.

### A.3 THÉMATIQUES ABORDÉES

En vue de capitaliser sur les approches mises en place lors du programme PASPOR, les journées de travail et d'échanges ont été structurées sous forme de questions de capitalisation et organisées en trois thématiques :

- Un volet technique ;
- Un volet socio-économique ;
- Un volet méthodologique.

Le volet **technique** aborde des questions d'intégration des éléments de production au sein de systèmes alimentaires inclusifs, durables, productifs et résilients. Les techniques agroécologiques promues qui sont adaptées aux contextes, qui présentent de forts taux d'adoption par les paysan·nes, et dont le potentiel de développement économique est élevé, ont été des sujets d'intervention.

Le volet **socio-économique** a couvert notamment les questions de la sécurisation foncière et la gestion de conflits fonciers, de l'intégration des jeunes dans les interventions des AGR (Activités Génératrices des Revenus), de l'implication des communautés dans les plans de gestion, ou encore du développement des activités génératrices de revenus.

En fin, le volet **méthodologique** s'est concentré sur les questions des espaces de co-crédation des savoirs, sur les outils de diagnostic et d'auto-diagnostic, ainsi que sur les plans simples de gestion.

## B MÉTHODOLOGIE

Cette section concerne la méthodologie mise en place lors de la plateforme. Les techniques d'animation et la logistique y sont développées. De plus, la majorité des présentations ont été filmées par la RTCMB, la radiotélévision communautaire de Mbanza-Ngungu, et également retransmises à la radio locale.

### B.1 MÉTHODE D'ANIMATION ET DÉROULEMENT DES PANELS

Les travaux de l'atelier se sont déroulés entièrement en plénière, à l'exception de la descente de terrain effectuée au centre CEDITA. Les discussions et les débats ont été modérés par Monsieur Jeancy DIYAZOLA et Mademoiselle Camille DECHAMPS.

#### B.1.1 PREMIÈRE JOURNÉE

La cérémonie d'ouverture, moment protocolaire obligatoire avant de débiter la plateforme, a été ponctuée par plusieurs allocutions :

Le responsable de projets (ULB-C°) Florian DELESPESE, après avoir salué la présence des participant.es, a exprimé sa satisfaction de voir ces assises se tenir enfin. Il a par la suite présenté à l'auditoire l'agenda global des travaux, tout en indiquant notamment le contexte du travail, les objectifs visés, les méthodes de travail, les résultats attendus et la qualité des participants.

Du côté des officiels, nous avons reçu Monsieur l'Administrateur du territoire de Mbanza-Ngungu, Luc MAKIADI MAMONEKENE BIKI, et Madame l'Administratrice du territoire de Madimba, Madame Alphonsine NGOMBO MENGU.

Le discours prononcé par Monsieur l'Administrateur du territoire de Mbanza-Ngungu est venu mettre fin à la cérémonie protocolaire. Dans son propos, il a salué l'initiative et a encouragé les participant.es à une réelle implication de chacun (e). Il a par la suite procédé au lancement officiel des travaux. On retient de son allocution l'importance pour les acteur(trice)s de participer à la résolution des problèmes ayant un impact sur la jeunesse et l'avenir de la province.

La première journée a porté sur des questions relatives au volet technique. L'outil TAPE, conçu par la FAO, a été utilisé afin d'animer les débats. Cet outil permet d'évaluer les impacts des pratiques agroécologiques en se basant sur dix critères. L'outil TAPE est détaillé dans la présentation powerpoint de Joël Vunzi de ULB-C°, disponible en Annexes. Ce dernier sélectionnait après chaque intervention, quelques critères que les participants évaluaient ensuite.

Des fiches verte, orange et rouge leur ont été fournies. C'est en levant une des fiches qu'ils pouvaient se prononcer sur l'efficacité de la technique présentée. La fiche verte signifiait que la technique agroécologique avait un impact positif sur le critère, l'orange voulait dire que la technique avait un potentiel mais méritait quelques ajustements et la rouge concernait les techniques n'étant pas bénéfiques au critère sélectionné. Ensuite, les personnes exprimant un avis divergeant à celui de la majorité étaient interrogées pour de créer une discussion.

L'utilisation de l'outil TAPE a été un bon moyen de gérer le débat. Lors des interventions de la matinée, une session de questions-réponses précédait les votes sur des critères TAPE et cela a occasionné une perte de temps car deux débats avaient alors lieu autour d'une seule intervention. La compréhension de l'outil par les participant.es n'était pas non plus immédiate. Une ré-explication de l'outil l'après-midi était fournie et nous n'avons plus laissé de temps aux questions/réponses car celles-ci pouvaient émerger lors de l'évaluation par TAPE.

### B.1.2 DEUXIÈME JOURNÉE

Le thème global de la journée a été l'intégration des jeunes dans les interventions des acteurs du développement.

La matinée était consacrée à une visite du centre CEDITA de Nkamu. Le CCDS de Kisantu s'était chargé de présenter les activités faites sur place. Les participants étaient séparés en deux groupes qui se sont alternés. Pendant qu'un groupe visitait le centre et ses infrastructures, l'autre suivait des présentations plus techniques sur les pratiques du centre. Ensuite, les deux groupes s'étaient rejoints pour la visite d'une ferme tenue par de jeunes agriculteurs ayant été formés au centre CEDITA. Là, les participant.es ont pu poser leurs questions directement aux jeunes. Comme ils ne parlaient pas français, ils ont pu désigner un(e) interprète pour permettre à toute l'assemblée de suivre et de comprendre.

L'après-midi s'est passé au centre Kola et la thématique abordée était l'intégration des jeunes dans les interventions. Un World Café a été organisé afin d'aborder en profondeur la question et de permettre à tout le monde d'intervenir. Six tables ont été préparées pour une dizaine de personnes chacune ; chaque groupe devait aborder un aspect précis de l'intégration des jeunes dans les pratiques agroécologiques. Les participants ont pu occuper à trois tables où ils ont eu l'occasion de partager leurs idées durant une quinzaine de minutes à chaque fois que cela était requis. Après les trois tours, une restitution des idées notées pour chacune des questions a été faite par les hôtes des tables.

L'activité World Café a bien fonctionné, les participant.es se sont facilement prêtés au jeu, et l'issue des discussions était très intéressante. Le World Café permet d'aller en profondeur dans la réflexion et donne la possibilité à tout le monde de donner son avis.

Des membres de SOS Faim ont par la suite projeté trois films relevant de l'agroécologie. Ces derniers ont ensuite animé une discussion autour de leurs courts-métrages. Voici les titres de trois films projetés :

1. Comment Fatoumata a réussi à percer dans l'agrobusiness en Guinée, réalisé par Igor Dvorkin, Duncan Pittock, Ellie Kidd ;
2. Maraichage Agroécologique au Burkina Faso, réalisé par Pierre Doumont ;
3. Ibi Village, Agroforesterie, réalisé par Baron Nkoy.

### B.1.3 TROISIÈME JOURNÉE

Lors de la troisième journée, des questions relatives au volet méthodologique ont été abordées, comme la sécurisation du foncier, les espaces d'apprentissage (CEP, ruchers concentrés), les outils d'autodiagnostic, etc. Cependant, comme deux panels avaient lieu en même temps le matin et l'après-midi, les participant.es ont dû choisir à quel panel ils voulaient assister. Cela a provoqué un peu de mécontentement, certaines personnes étaient intéressées par tous les sujets. Concernant les débats, des sessions de questions/réponses ont été organisées à la fin de chaque panel.

Il était demandé aux participant.es de noter leurs questions au cours des différentes présentations. Cela a permis d'accorder plus de temps qu'avant aux présentations. À la suite des dernières présentations, une restitution des sujets abordés durant les trois derniers jours a été faite. Celle-ci reprenait les thèmes des présentations ainsi que des questions posées lors des débats. Ces questions pouvaient concerner la recherche, la capitalisation ; elles pouvaient aussi prendre la forme des recommandations et améliorations pour le prochain programme.

## B.2 RECOMMANDATIONS

Lors de la clôture de la plateforme, nous avons demandé aux participants de nous faire un retour sur ce qu'ils avaient apprécié, ou moins, durant les trois derniers jours. De manière générale, un sentiment de contentement et de satisfaction s'est fait ressentir. L'occasion de discuter et d'échanger sur des pratiques avec d'autres acteurs a été très appréciée et le souhait que d'autres ateliers de la sorte se tiennent plus fréquemment a été exprimé.

La remarque formulée concerne le manque de connaissance sur les activités et les projets des ONG et partenaires locaux. L'idée d'instaurer un réseau de communication pouvant faciliter l'échange des informations et des expertises a émergé et un groupe WhatsApp a été créé.

D'un point de vue organisationnel, bien que, dans un souci environnemental, nous n'avions pas imprimé le programme des interventions pour le distribuer aux participant.es, il nous est revenu que cela était tout de même nécessaire afin de pouvoir se préparer et savoir les sujets qui seraient discutés chaque jour. Une alternative serait d'imprimer en grand quelques affiches des programmes pour les salles communes ainsi que de l'envoyer à l'avance par mail à tous les participants.

La demande de faire un choix entre deux panels lors du dernier jour n'a pas été fortement appréciée. Les participants auraient préféré pouvoir assister à toutes les présentations.

Comme nous avons perdu du temps lors de la première matinée, nous n'avons pas organisé de moment pour que tout le monde se présente. Un souhait a été fait que cela ne soit pas oublié lors des prochains ateliers. Il a également été demandé qu'une liste de tous les participant.es avec leurs coordonnées soient envoyées.

Il y a également eu une demande commune d'obtenir les supports des interventions ainsi qu'un document reprenant tout ce qui a été dit durant la plateforme. Les supports sont disponibles dans un drive partagé et accessible grâce à un lien en Annexes.

## C RÉSUMÉ DES INTERVENTIONS

Ce rapport n'a pas comme objectif de résumer précisément ce qui a été expliqué au cours des interventions. En effet, les supports utilisés par les présentateur.trices sont disponibles dans un drive partagé et accessible grâce à un lien en Annexes. L'intention ici est de mettre l'accent sur les discussions et les débats ainsi que sur les questions de recherches et de capitalisation. Les présentations sont classées dans des volets (technique, socio-économique, méthodologique) auxquels elles appartiennent. Cela permet d'avoir une vue d'ensemble sur des questions de recherche et de capitalisation relatives à chaque volet.

### C.1 PRÉSENTATIONS PORTANT SUR LE VOLET TECHNIQUE

Les interventions sur le volet technique ont présenté les principaux chantiers de la recherche sur les pratiques agro-écologiques (PAE). Ces interventions sont calquées sur les questions de recherche suivantes :

- Quelles sont les techniques agroécologiques promues, adaptées au contexte, utilisées par les paysan.nes et montrant un fort potentiel de développement ?
- Quels sont les différents modèles agroforestiers existants et en fonction pouvant être adaptés au contexte ?
- Comment fournir un effort ou adapter les techniques apicoles pour la prévention des maladies des abeilles ? ; Comment activer la fonctionnalité de l'alerte précoce en apiculture ?

Les thèmes suivants ont été abordés dans le cadre du volet technique ;

- ❖ Quelles sont les techniques agroécologiques promues qui atteignent les objectifs de production, rentabilité et environnementaux ?
- ❖ Problématique de la lutte phytosanitaire en maraîchage et cultures vivrières : retour d'expérience sur les produits phytosanitaires biologiques.
- ❖ Retour d'expérience sur le dispositif de réduction des pertes post-récolte des produits maraîchers.
- ❖ Partage des leçons apprises des pratiques agroécologiques.
- ❖ Comment est-ce que le développement de l'apiculture a contribué à améliorer la gestion des territoires autour de Luki ?
- ❖ La plus-value de l'implantation du modèle de Jardin botanique mellifère de Luki « résultats et perspectives » au sein de la réserve de biosphère de Luki.
- ❖ Discussion autour de techniques agroécologiques promues et articulation avec les CEP.

On retient de toutes ces présentations les principaux éléments suivants pour la capitalisation et la recherche :

#### C.1.1 QUESTIONS ET REMARQUES ISSUES DES DISCUSSIONS

La **fertilisation des sols sur base de mucuna** est une avancée importante pour pallier à l'usage d'engrais chimiques. Cependant, il s'avère important de capitaliser et de vulgariser la pratique auprès des paysans. En outre, les discussions ont relevé la nécessité de poursuivre les études sur l'utilisation de mucuna comme plante fertilisante, en épinglant spécifiquement les aspects suivants :

- Étudier ses réelles capacités de fixation de l'azote atmosphérique, en cherchant à découvrir au préalable les souches des bactéries de nodosité présentes dans le site de l'étude et en essayant l'usage d'inocula, en cas d'incompatibilité des souches ;
- Étudier le risque de perte de biodiversité induite par le mucuna qui étoufferait les cultures voisines à cause de son expansion.
- Comment rendre durable le CEP en dehors du contexte projet ?

En ce qui concerne les études sur les efforts de la réduction des **pertes post-récoltes** de la tomate menées par l'INERA, il a été souhaité de mener des études multifactorielles pour analyser avec précision les questions suivantes :

- Existerait-il d'autres doses d'engrais qui prolongeraient sensiblement la période de conservation des tomates ?
- Cette étude est-elle reproductible pour d'autres cultures maraîchères ayant les mêmes caractéristiques que la tomate ?
- Est-ce que les conditions de transport (camion) n'ont pas un impact plus négatif sur les pertes post-récoltes ?



- Possibilité de varier les essais en utilisant différentes qualités de bois pour la construction des caisses améliorées ? (Bois dur, bois de coffrage, etc.)
- Quel est l'impact du coût de la caisse améliorée sur la productivité de l'activité.

Concernant le **Jardin Botanique Mellifère de Luki** (JBML) géré par l'INERA, il ressort des échanges autour de cette question ce qui suit :

- Il faudrait trouver les moyens de capitaliser et de vulgariser les autres vertus des plantes mellifères.
- Nécessité d'étudier rigoureusement la question du rendement à la ruche et de la productivité de l'activité apicole autour du JBML

Par rapport à la question suivante : « Comment est-ce que le **développement de l'apiculture** a contribué à améliorer la **gestion des territoires autour de Luki** ? », il a été retenu les points suivants :

- Il s'avère capital de tenir à la valorisation de l'apport local des bénéficiaires pour le soutien de leurs actions ;
- Il est plus que nécessaire de capitaliser les synergies locales avec d'autres structures ;
- Il faut favoriser la bonne collaboration avec les membres de la communauté ;
- Il est important de soutenir une bonne organisation à la base de manière adaptée ;
- Importance de faire participer les bénéficiaires dans la démarche de la réflexion ;
- Faire le plaidoyer pour la participation effective et efficace de l'autorité locale.

Ce qu'il faut retenir du partage des **leçons apprises sur l'agroécologie** par SOS Faim c'est entre autres :

- Il s'avère nécessaire de promouvoir des systèmes agricoles durables et adaptés à chaque zone géographique et à chaque contexte ;
- Il est plus qu'important de vulgariser le rôle des associations de culture ;
- Il est important de soutenir les recherches scientifiques dans l'AE ;
- Il existe beaucoup d'obstacles à la transition, besoins d'accès sécurisé au foncier, semences, financement, marché, etc.... Comment y remédier ?
- Persistance de la problématique à l'utilisation des pesticides dans l'agroécologie (Quels produits ? Quelles quantités ? Bio ou non) ?
- Question fondamentale : « Pouvons-nous, oui ou non, nourrir la population en pleine croissance démographique, en pratiquant l'AE ? »

### C.1.2 À RETENIR SUR LE VOLET TECHNIQUE

Il est ressorti des interactions la nécessité d'apporter un soutien financier et technique, à la recherche agronomique locale et de multiplier les efforts sur la vulgarisation des pratiques agroécologiques auprès des paysan.nes. Une large diffusion des résultats des recherches, que ce soit les échecs, les réussites ainsi que les résultats nuls, serait bénéfique pour une meilleure prise en charge des sujets sensibles. En effet, il ne faut pas oublier que dans la recherche, l'absence de résultat est également un résultat. Il s'agit plus spécifiquement du partage des résultats entre techniciens, chercheurs, utilisateurs et partenaires techniques et financiers. En outre, il serait judicieux de faire du JBML un outil de reconstruction des forêts secondaires à travers la promotion du reboisement des ruchers avec les plantes mellifères, car la survie de la réserve en dépend.

Ce que l'on retient des échanges sur le volet technique est qu'il existe des pratiques agroécologiques, potentiellement praticables par les petits agriculteurs. Cependant, beaucoup d'efforts doivent être fournis pour trouver des solutions adéquates et à faible coût pour garantir leurs adhésions par les paysans. En outre, il a été relevé la nécessité de financer le secteur de la recherche en agroécologie qui souffre de l'absence des financements. L'autre défi à relever est celui de la vulgarisation des résultats issus de la recherche.

## C.2 PRÉSENTATIONS PORTANT SUR LE VOLET SOCIO-ÉCONOMIQUE

Les deux thèmes principaux de ce volet étaient la problématique de l'intégration des jeunes aux actions des organisations et la sécurisation foncière. Les questions de capitalisations posées pour aiguiller les présentations sont les suivantes :

- Quelles stratégies permettent d'intégrer les visions à long terme de la gestion des terres et des arbres entre ayant droit et non ayant droit ?
- Comment articuler l'intégration socio-professionnelle des jeunes dans l'agroécologie et l'accès aux moyens de productions ?
- Comment intégrer les activités génératrices de revenus dans les systèmes d'activités dans et aux environs des Aires Protégées ?

### C.2.1 INTÉGRATION DES JEUNES DANS L'AGRICULTURE ET L'AGROÉCOLOGIE

La visite de terrain, au centre CEDITA, a permis aux participants de comprendre et de se familiariser avec les réalités de l'intégration des jeunes en agriculture.

Des échanges avec les jeunes et les gestionnaires du centre CEDITA ont soulevés les questions de recherches suivantes :

- Quelles stratégies efficaces mettre en place pour maintenir les jeunes formés dans le métier de l'agriculture ?
- Comment diversifier les sources de revenus des jeunes agriculteurs ?
- Le dispositif de formation – insertion actuel du centre CEDITA est-il suffisamment solide pour une prise en charge efficace des jeunes agriculteurs ? Quid de la solidité du cursus et méthode d'intégration professionnelle.
- Comment mettre à profit l'usage du numérique pour une meilleure diffusion des informations sur les pratiques AE et sur la disponibilité et les besoins intrants indispensables pour l'AE.

Comme mentionné précédemment, un World Café sur la question de l'intégration des jeunes s'est tenu à la suite de la visite au centre CEDITA. Les six tables avaient toutes des questions précises sur le sujet. Ces dernières ainsi que les réponses et les interrogations qui ont été partagées sont reprises ci-dessous :

1. Comment intégrer les jeunes dans les OP avec lesquelles nous travaillons ?
  - Comment s'assurer que des postes de responsabilité soient attribués aux jeunes au sein des OP ?
  - Comment promouvoir le métier d'agriculteur dans les nouvelles technologies (réseaux sociaux etc.) ?
  - Besoin d'intégration de filières rentables permettant d'attirer les jeunes
2. Quelles sont les spéculations et filières qui attirent les jeunes ?

- Élevage associé au maraîchage ; Apiculture ; Transformation de palme ; Fruits et leur transformation
  - Comment aider les jeunes à avoir accès aux moyens de production leur permettant d'accéder aux filières et d'y prospérer ?
3. Comment soutenir la créativité et l'innovation des jeunes agriculteurs ?
    - Besoin de modèles de références et de réussites inspirantes, nécessité d'un marketing autour du métier d'agriculteur.
    - Quels acteurs pourraient mettre en place des centres d'incubation, des concours, des journées portes ouvertes ?
  4. Comment nos interventions peuvent soutenir l'accès des jeunes aux moyens de production pour se lancer dans l'AE ?
    - Rendre disponible les contrats d'exploitation dans les Zone de Transition
    - Comment mener un plaidoyer auprès du gouvernement pour qu'il autorise l'octroi des concessions agricoles pour les pratiques AE ? Faire la même chose pour les ayant droits fonciers et les grands concessionnaires ?
  5. Quelles modalités spécifiques doit-on implémenter pour garantir l'accès au foncier ?
    - Mettre en place un fond de crédit foncier pour les jeunes
    - Comment et sur qui faire pression pour la mise en place d'un plan de développement des activités agricoles dans chaque territoire ?
    - Proposition de cartographier les terres disponibles et négocier les conditions d'exploitation avec les concessionnaires au profit des jeunes.
  6. Comment rendre plus attractives les formations, les moyens d'apprentissage et plus largement la transmission des savoirs des aînés ?
    - Comment faciliter le parrainage des jeunes agriculteurs par des agriculteurs modèles ?
    - Mettre en place des formations-actions, des séances pratiques concrètes

### C.2.2 SÉCURISATION FONCIÈRE

La problématique de la sécurisation foncière revenait dans presque toutes les discussions. Un panel y était réservé et quatre intervenants ont pu partager leurs expertises sur ce sujet. Les questions de recherche ressortissant des quatre présentations sont reprises ci-dessous.

**Mise en défens** de savanes anthropologiques pour leur reboisement ;

- Comment faciliter l'accès au foncier des producteurs vivant aux abords des aires protégées ?
- Comment assurer l'accès à la terre aux paysan.nes vivants dans les aires protégées ?

Mise en place d'un **fond pour l'accès au foncier** pour les paysan.nes non ayant droits ;

- Comment demander aux paysan.nes de pratiquer l'agroécologie, qui donne des bénéfices à long terme, alors qu'ils ne sont pas sûr d'avoir accès à cette parcelle l'année d'après ?
- Comment améliorer l'accès de la femme rurale au foncier ? étant donné que c'est elle qui cultive en plus grand nombre.

- Comment harmoniser les actions et les méthodologies entre les différentes ONG travaillant au même endroit dans un objectif commun (sécurisation du foncier, reboisement, stockage de C, etc.) ?

#### Explications législatives du foncier :

- Les conflits fonciers et le nonaccès assuré à celui-ci par les paysans ne permettra pas de mettre en place des activités AE.
- La sécurisation du foncier doit être la première étape de tout projet AE.
- Réel besoin de formations des paysans sur leurs droits et devoirs, comment organiser ces formations ?

#### Gestion du foncier et lien avec le **chef coutumier** ;

- Il faudra savoir identifier facilement tous les intervenants agissant dans le cadre des certifications et de l'obtention de foncier.
- Besoin d'ouvrir la discussion avec les chefs coutumiers, les AT, les paysans et les concessionnaires ayant droits sur une base légale afin de définir un nouveau cadre de location et de vente de terres

### C.3 PRÉSENTATIONS PORTANT SUR LE VOLET MÉTHODOLOGIQUE

Concernant enfin les interventions sur le volet méthodologique, les exposés ont déroulé une panoplie de connaissances à la fois théoriques et pratiques sur les **espaces d'apprentissage** et de **co-crédation de savoirs** en milieu paysan. En outre, les méthodes de diagnostic des territoires et de diagnostic sur l'auto-évaluation des organisations paysannes ont fait l'objet des discussions. Les questions de recherche qui ont structuré les présentations sont les suivantes :

- Quels espaces, approches et méthodologies de co-crédation permettent d'identifier les problématiques liées à la gestion intégrée des territoires et de développer des pratiques et des solutions innovantes ?
- Quels outils pédagogiques sont à disposition des OP pour améliorer leurs dynamiques internes ainsi que les services à leurs membres ?
- Quelle approche de structuration, d'accompagnement et d'appui adapté peut booster les services attendus des fédérations (CEP, CDV, CODEV, comité local de développement et de conservation) ?

#### C.3.1 QUESTIONS ET REMARQUES ISSUES DES DISCUSSIONS

##### L'expérience des **ruchers concentrés B** ;

- Quelles stratégies adopter pour étendre le modèle rucher concentré auprès des communautés faiblement touchée ou non ?
- Comment intégrer l'apiculture au sein des systèmes de production agricoles dominants dans nos territoires ?
- Comment créer un plan simple de gestion des ruchers concentrés ?

Sur la place du **diagnostic** comme espace d'amélioration pour la mise en place et la gestion des programmes ;

- Mise à disposition de tous des résultats des études pour une meilleure connaissance des réalités de chaque milieu par ceux qui y habitent et qui le gouvernent.

**Autodiagnostic des pratiques agro-écologiques** en milieu paysan :

- Comment rendre facile et utilisable l'outil de l'autodiagnostic auprès des paysans sur les PAE ?
- Comment l'autodiagnostic peut contribuer au changement des pratiques agricoles chez les paysans ?
- Que faire pour rendre disponible et accessible aux paysans les intrants agricoles (semences, biofertilisants, biopesticides) nécessaires pour l'AE ;
- Comment inciter une réforme agraire pour permettre l'implémentation des PAE, l'accès et la sécurisation ?

Retour d'expérience sur la **sécurisation foncière autour des Aires Protégées**, notamment avec l'approche Mise en défens pratiquée autour de la Réserve de Biosphère de Luki ;

- Capitaliser les expériences de la cohabitation entre les paysans et l'INERA dans les zones de transition.
- Étudier les modalités à employer pour permettre un meilleur accès aux paysans des espaces agricoles situés au sein des aires protégées. (RBL, Parc Marin des Mangrove, etc.).

### C.3.2 À RETENIR DU VOLET MÉTHODOLOGIQUE

La résilience des agriculteurs face aux changements climatiques est une obligation de nos jours. Les actions à mener sont les suivantes : faire des diagnostics, identifier les opportunités et les problèmes et évaluer les besoins en solution nécessaire ainsi qu'assurer la veille/la vigilance des acteurs.

Au terme des échanges sur le volet méthodologique, nous retenons ce qui suit :

- Améliorer les cadres de collaborations entre OP, recherche et autres acteurs pour mener les activités de recherche à la demande des producteurs ;
- Intégrer les OP dans les programmes d'activités de recherche pour permettre une meilleure appropriation des données (à l'image de l'outil d'autodiagnostic présenté par SOS Faim) ;
- Création des conditions nécessaires de diffusion de l'impact des résultats de la recherche au grand public y compris les décideurs politiques.

## D CONCLUSION

Suite à trois journées ponctuées de présentations, de discussions et d'apprentissage, le message qui est ressorti de la part de tous.tes les participant.es était le manque d'informations sur les projets menés par les autres acteurs du secteur. Certaines ONG et/ou associations peuvent travailler au même endroit dans un même but sans pouvoir coordonner leurs actions. Un groupe WhatsApp a été créé, c'est aux membres de le faire vivre, d'y partager leurs études, des informations sur leurs projets, etc.

Ensuite, une autre préoccupation était que tout ce qui avait été appris et partagé durant la plateforme soit vulgarisé et partagé aux paysans et aux agriculteurs. Quelques représentants des syndicats ont insisté en disant que c'est leur devoir et leur travail de transmettre les informations et les techniques partagées aux cultivateurs. Il en va de même en ce qui concerne l'intégration des jeunes, de nombreuses pistes de solutions ont été évoquées, à nous de les mettre en place et de s'investir.

Deux thèmes sont principalement ressortis et ont été beaucoup discutés, à savoir l'intégration des jeunes avec notamment la place des centres de formation et l'insertion socio-professionnelle, ainsi que la sécurisation foncière et ses enjeux pour les projets de développement mais aussi et surtout pour la pérennisation de l'agroécologie.

Enfin, la fréquence d'un tel événement devrait être revue. Des demandes ont été faites pour que des moments de partages d'expériences et d'expertises soient plus fréquents. L'idée d'instaurer un programme national, rassemblant des projets et des acteurs de toutes les provinces, a émergé.

Il y a un réel besoin de créer une synergie et une dynamique entre les associations et ONG travaillant pour des objectifs communs.

## E ANNEXES

### E.1 AGENDA DES PRÉSENTATIONS

#### Mardi 09/11/2021

1. Costa Ndekani – CCDS : Quelles sont les techniques agroécologiques promues qui atteignent les objectifs de production, rentabilité et environnementaux
2. Jean-Pierre Usseni – SOS Faim : Partage des leçons apprises des pratiques agroécologiques.
3. Pr. Gilbert Pululu – Chercheur de l'ISP/Gombe : Problématique de la lutte phytosanitaire en maraîchage et cultures vivrières : retour d'expérience sur les produits phytosanitaires biologiques.
4. Jules Mongobebe – INERA-Kinzau : Retour d'expérience sur le dispositif de réduction des pertes post-récolte des produits maraîchers.
5. Ernest Muanda – ULB-C° : Comment est-ce que le développement de l'apiculture a contribué à améliorer la gestion des territoires autour de Luki .
6. Pr. Tolérant Lubalega – INERA-Luki : La plus-value de l'implantation du modèle de Jardin botanique mellifère de Luki « résultats et perspectives » au sein de la réserve de biosphère de Luki.

#### Mercredi 10/11/2021

##### Visite au centre CEDITA le matin

1. Christian Kutoloka – CCDS et un groupe de femmes, présentations des AGR par les groupes de femmes et champignonnière.
2. Simultanément, présentation des essais en plein champ par Costa NDEKANI - CCDS.
3. Ensuite, visite de la ferme où des jeunes se sont installés.

L'après-midi, retour au centre à Kola

4. Moïse Pieko – CCDS : Echange autour de la problématique de l'intégration des jeunes dans nos actions de projets.
5. Jean-Pierre – SOS Faim : Présentation d'un film par SOS Faim et discussion animée par eux. Comment articuler l'intégration socio-professionnelle des jeunes dans l'agroécologie et l'accès aux moyens de production.
6. Florian Deslespesse & Camille Dechamps – ULB-C° : World Café centré autour de questions concernant l'intégration des jeunes dans nos interventions et plus largement dans l'agroécologie.

#### Jeudi 11/11/2021

1. Laurent Kikeba – ULB-C° : Quelle intégration opérer entre les espaces de co-création tels que les CEP et les Ruchers concentrés et les connaissances découlant des recherches et expertises ?
2. Dady Makaya – ULB-C° : Retour sur l'expérience des ruchers concentrés comme cadre de formation continue.
3. Jean Claude Mendel – FOPAKO, Paysan producteur du CEP de Buense : Retour d'expérience sur l'utilisation du CEP comme espace de co-création des savoirs.
4. Ernest Ntumba – WWF-Luki : Retour d'expérience sur la sécurisation foncière autour des Aires Protégées, notamment avec l'approche Mise en défens pratiquée autour de la Réserve de Biosphère de Luki.

5. Simplex Malembe – SOS Faim : Approche d'acquisition des terres par une organisation paysanne pour ses membres au Nord-Kivu.
6. Victor Nzuzi Mbembe - FOPAKO & Gabriel Kashioko – Barreau de Kinshasa : Retour d'expérience sur la gestion de terre coutumière au Kongo Central.
7. Jeancy Diyazola – ULB-C° : La place du diagnostic comme espace d'amélioration pour la mise en place et la gestion des programmes.
8. Jean Pierre USSENI – SOS Faim : Retour d'expérience sur l'utilisation du diagnostic agraire et sur l'outil d'autodiagnostic par les ONG et les Organisations Paysannes.
9. Jean-Paul - ACODED : Plan Simple de Gestion - Intégration des communautés dans les modèles de gestion ressources naturelles et des Aires Protégées.
10. Joël Vunzi – ULB-C° : Retour d'expérience sur la sécurisation des apiculteurs à travers les ruchers concentrés.

## E.2 LISTE DES PARTICIPANTS

N°	Nom	Lieu de provenance	Structure affilié	Qualité
1	Ernest Muanda	Mbanza-Ngungu	ULB-C°	Assistant Technique
2	Joël Vunzi	Mbanza-Ngungu	ULB-C°	Chargé de suivi et évaluation
3	Laurent Kikeba	Mbanza-Ngungu	ULB-C°	Chargé d'appui au CEP
4	Emmanuel Nkila	Kisantu	ULB-C°	Assistant adm fin et caissier
5	Jeancy DIYAZOLA	Kinzau-Mvueté	ULB-C°	Chargé d'appui aux études systémiques
6	Abraham Mukueri	Kinzau	ULB-C°	Animateur apicole
7	John Ngoma	Kinzau	ULB-C°	Consultant apicole
8	Mathonet	Kinzau	ULB-C°	Animateur apicole
9	Dady Makaya	Kinzau	ULB-C°	Responsable site apicole
10	Alfred Kuyengisa	Mbanza-Ngungu	ULB-C°	Chauffeur
11	Florian Delespesse	Bruxelles	ULB-C°	Chargé de projets
12	Camille Deschamps	Bruxelles	ULB-C°	Stagiaire
13	Costa Ndekani	Kisantu	CDS	Superviseur
14	Moïse Pieko	Kisantu	CDS	Directeur de BDD
15	Jypsie Nlassa	Kisantu	CDS	Agro vulgarisateur
16	Philippe Mpialu	Kisantu	CDS	Agro vulgarisateur
17	Chadrac	Kisantu	CDS	Agro vulgarisateur
18	Christian Kutoluka	Kisantu	CDS	Chargé d'accompagnement des GFES
19	Flavien Futi	Muanda	CCPN	Coordinateur
20	Tolerant Lubalega	Luki	INERA	Expert/Directeur, chercheur-enseignant
21	Représentant	Ngeba	CDS/	Représentant de Ngeba
22	Jean Claude Mendel	Buense	CDS/	Représentant de Ngufu



23	Don Roger Veka	Kinzau	COAPMA	Président
24	Godefroid Kuebena	Kinkudu	COAPMA	Vice - Président
25	Jadot	Kisantu	Inspection agriculture	Inspecteur
26	Kitoko	Kisantu	Inspection environnement	Superviseur
27	Paulin Makengo	Kisantu	Développement Rural	Inspecteur
28	Ernest Ntumba	Luki	WWF	Expert/ projet UE-Luki
29	Jean Paul Vuavu	Boma	ACODED	Expert/ PSG
30	Jules Bongeli	Kisantu	INERA-Kinzau	Expert /chercheur maraîchage
31	Gilbert Pululu	Kinshasa	ISP/Gombe	Expert/chercheur_Enseignant
32	Victor Nzuzi	Mvuazi	Fopako	Expert/résolution des conflits coutumiers
33	Gabriel Kashioko	Kinshasa	Barreau de Kin	Expert/Avocat indépendant
34	Mandanga Guizins	Mbanza-Ngungu	ISP/Mbanza-Ngungu	Chef des travaux
35	NSUAMI Aimé	Boma	Caritas Développement Boma	Directeur du Bureau Diocésain de Solidarité et Partage
36	Crispin NDUNDA	Boma	Caritas Développement Boma	Directeur du BDD
37	Rév. Sr Itridat NDOMBI	Matadi	Caritas Développement Matadi	Directrice du BDD
38	Brown BASILUA	Matadi	Caritas Développement Matadi	Agronome BDD
39	Cédric LUVIVILA	Matadi	Caritas Développement Matadi	Chargé de production et de transformation
40	Kikalulu Prince Matondo	Kinshasa	Caritas Développement Kinshasa	Chargé de programme de développement
41	Kakule Justin	Kinshasa	Caritas Développement Kinshasa	Chargé de Mission de Production
42	KOKA SAMBU Don de dieu	Kinshasa	Caritas Développement Kinshasa	Chargé de Mission Economique

43	TULUNDA Philbert	Kinshasa	Caritas Développement Kinshasa	Chargé de Mission Structurel
44	Berthe MANDE	Kinshasa	Caritas International Belgique	Assistante Technique National
45	André MATHUNABO	Kinshasa	Caritas Congo ASBL	Coordonnateur National Service de Promotion de Développement
46	José POKA	Kinshasa	Caritas Congo ASBL	Chargé de projets
47	Jean Pierre USSENI	Kinshasa	SOS Faim	Chargé de partenariat
48	Baron NKOY	Kinshasa	SOS Faim	Chargé de comm & FAT
49	Willy TSHIMANGA	Kinshasa	SOS Faim	Chauffeur
50	Simplex MALEMBE	Kinshasa	CONAPAC	Chargé de Programme
51	Aimé LUSAMBULU	Boma	CENADEP	Chargé de Programme
52	Mamie MALAMBA	Boma	GRABOMA	Présidente
53	Paul SIMBU	Boma	TEKASALA	Président
54	Thomas YOBILA	Matadi	FOPAKO	Secrétaire Exécutif
55	Norbert MAFUTA	Matadi	FOPAKO	Chargé de Plaidoyer
56	Jean Pierre MANGOVO	Matadi	FOPAKO	Chargé d'accompagnement
57	Firmin MANANGA	Lukula	APROFEL	Chargé de Programme
58	Brigitte MAYAMBA	Kisantu	FOPAKO	Membre CA
59	Guylain KISENGELE	Kisantu	FOPAKO	Président

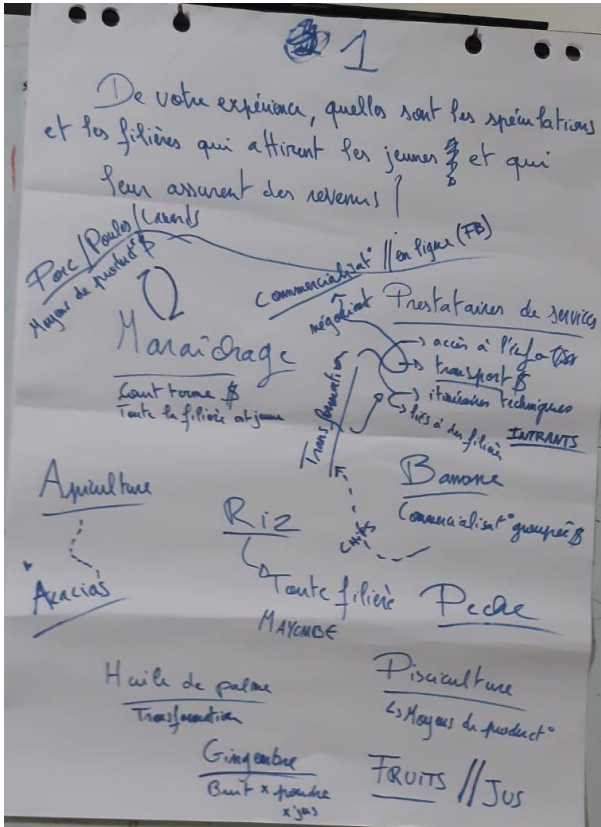
### E.3 PRÉSENTATIONS DE LA PLATEFORME

Tous les supports des interventions de la plateforme PASPOR 2021 sont disponibles via le lien ci-dessous. Veuillez ni modifier ni supprimer des documents.

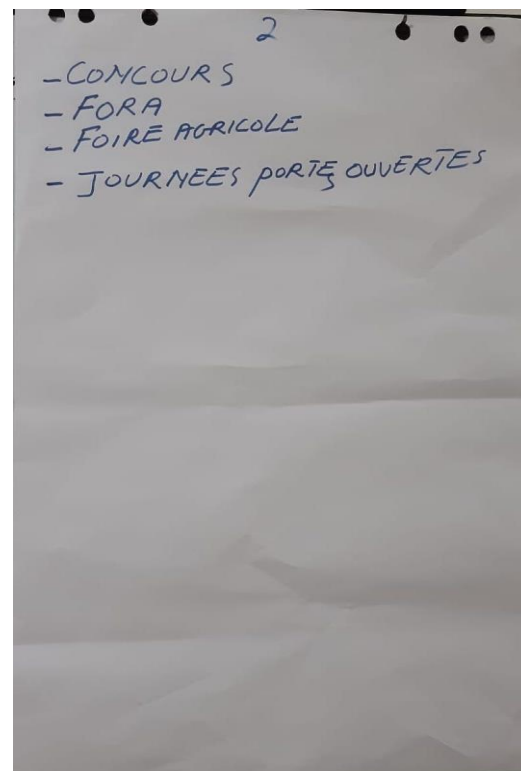
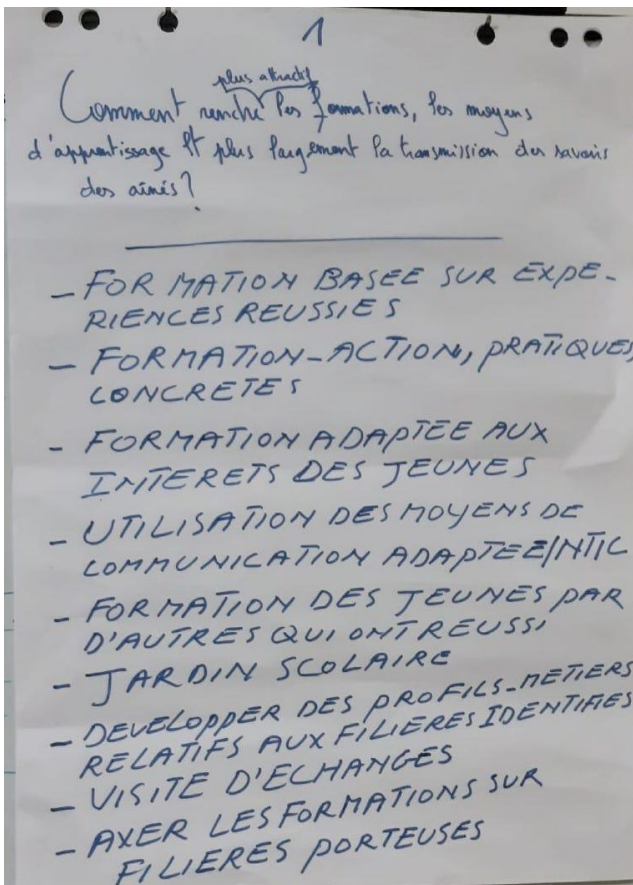
[https://ulbcooperation-my.sharepoint.com/:f/g/personal/camille\\_dechamps\\_ulb-cooperation\\_org/EjhFGHygfplFrSXUxOtF-EcBvzniW3VZFas26tqmGw5Waw?e=cPMJ2I](https://ulbcooperation-my.sharepoint.com/:f/g/personal/camille_dechamps_ulb-cooperation_org/EjhFGHygfplFrSXUxOtF-EcBvzniW3VZFas26tqmGw5Waw?e=cPMJ2I)

E.4 RÉSULTATS DU WORLD CAFÉ SUR L'INTÉGRATION DES JEUNES

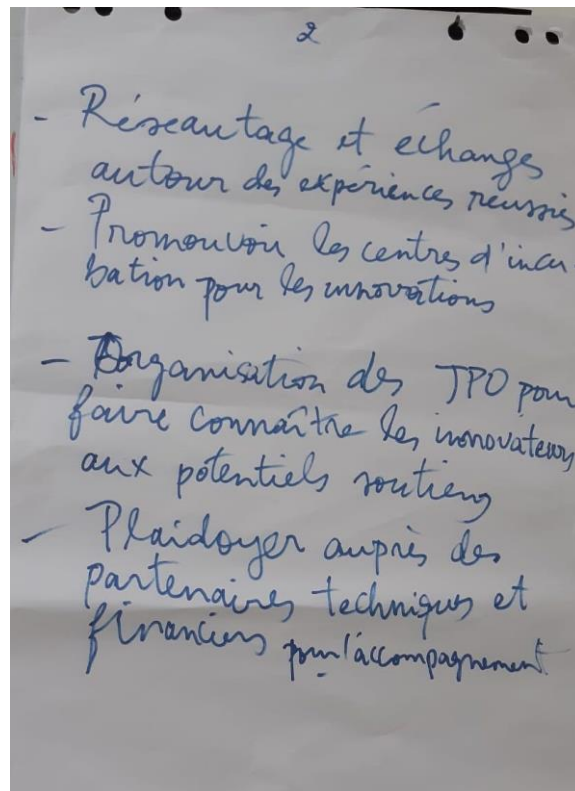
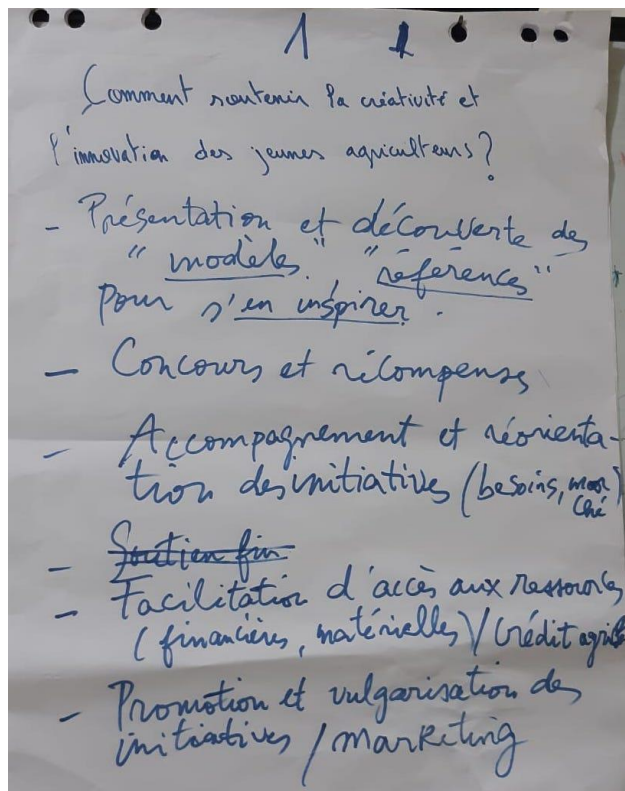
Question 1 : De votre expérience, quelles sont les spéculations et les filières qui attirent les jeunes et leur fournissent des revenus ?



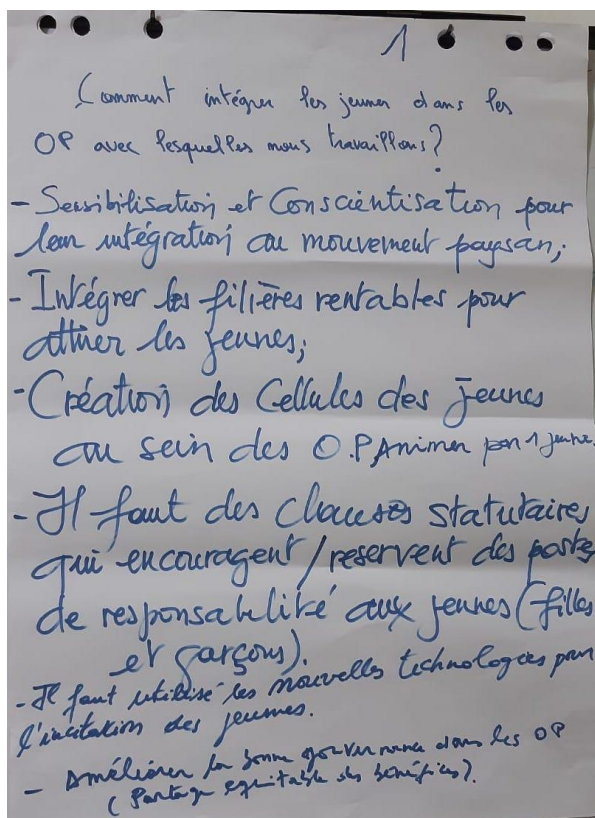
Question 2 : Comment rendre plus attractif les formations, les moyens d'apprentissage et plus largement la transmission des savoirs des aînés ?



## Question 3 : Comment soutenir la créativité et l'innovation des jeunes agriculteurs ?



## Question 4 : Comment intégrer les jeunes dans les OP avec lesquelles nous travaillons ?



Question 5 : Comment est-ce que nos interventions peuvent soutenir l'accès aux moyens de production pour se lancer dans l'agroécologie ?

1

Comment est-ce que nos interventions peuvent soutenir l'accès aux moyens de production pour se lancer dans l'agroécologie ?

- Disponibiliser les contrats d'explo. dans la Zone de transition / Rf INERA-Links
- Regroupement des jeunes autour d'initiatives respectueuses de l'env. (Module sylvicole, agroforestière, AGR, ... Appui en formation ou renforcement des capacités sur tous les plans, ..
- Octroi des concessions de la foresterie communautaire / Arrêtés de l'Etat (Accompagnement)
- Plaidoyer auprès des AD pour la mise en disposition <sup>de terres</sup> ~~des terres~~ en faveur des jeunes.
- Incitatives économiques en faveur des jeunes. (dans certaines activités prod. des plantules.)

2

- Former les jeunes au processus d'accès aux crédits dans le cadre d'entreprenariat des jeunes.

Question 6 : Quelles modalités spécifiques doit-on implémenter pour garantir l'accès au foncier

1

Quelles modalités spécifiques doit-on implémenter pour garantir l'accès au foncier ?

- Conscientiser les chefs coutumiers à mettre des espaces des terres à disposition des jeunes. (Terres non complètes)
- Signature de contrat de cession/partage entre les jeunes et les ayants droit coutumiers etc.
- Impliquer les autorités politiques actives et futures à faciliter l'accès des jeunes à la terre agricole.
- Mettre en place un plan de développement des activités agricoles dans chaque unité territoriale (Cartographie participative)
- Mettre en place un fonds crédit foncier pour les jeunes.
- Voter les lois favorables à l'accès des jeunes à la terre.
- Vulgariser la terre de la terre (Loi et comment obtenir leur terre)
- Appliquer la loi foncière
- Lutter contre l'acaparement des terres
- Négocier la retrocession des terres avec les concessionnaires.
- Faire un plaidoyer sur l'interdiction de vente des terres communautaires.

2

- \* Cartographier les terres disponibles et négocier les conditions d'exploitation avec les concessionnaires au profit des jeunes (Eglise, Particuliers et organisations diverses)
- \* Faire un plaidoyer sur la refection des terres non exploitées
- \* Créer des espaces de discussion entre les AD, APA, JEUNES, S.C.